

Libye
sous la direction de
Chiara LOSCHI et Chiara PAGANO



La Libye en 2020 : entre guerre civile, crises humanitaires et tentatives de réconciliation

Chiara LOSCHI* et Chiara PAGANO**

À la fin de l'année de l'année 2020, la Libye est passée du scénario d'un pays déchiré par une guerre meurtrière entre des gouvernements rivaux et des coalitions militaires – chacun bénéficiant de soutiens étrangers –, à une dynamique de reprises des efforts diplomatiques sous l'égide des Nations unies visant à apporter une forme de stabilité en Libye.

Au début 2020, la gestion du pouvoir en Libye est toujours partagée entre deux entités contrôlantes – directement ou par le biais d'alliances locales – l'une à l'ouest et l'autre à l'est du pays. Le Gouvernement d'union nationale (GUN), basé à Tripoli et reconnu par les Nations unies et la communauté internationale, est alors soutenu par des groupes armés dans l'ouest de la Libye, une région placée nominalement sous son contrôle. Le GUN est soutenu par la Turquie et le Qatar qui lui fournissent des armes, des munitions, des formations militaires et des combattants étrangers, notamment des ressortissants syriens et des formateurs militaires turques. Le rival du GUN est le gouvernement intérimaire présidé par Abdoullah al-Thinni, qui a reçu, au lendemain de la crise de 2014, le soutien de la Chambre des représentants (CdR), alors nouvellement élue et basée à al-Bayda', dans l'est du pays. Bien que le processus de Skhirat ait abouti à la désignation du GUN, en 2015, la CdR n'a jamais voté la reconnaissance officielle de ce dernier. Elle a plutôt soutenu les Forces armées arabes libyennes (FAAL), sous le commandement du général Khalifa Haftar. Du côté des puissances étrangères, la Russie, les Émirats arabes unis (EAU) et l'Égypte appuient les FAAL, qui reçoivent également l'apport de combattants étrangers, notamment de Syrie, du Soudan et du Tchad ainsi que des mercenaires russes. Il faut noter, ici, que depuis 2011, tout soutien militaire aux parties au conflit est en violation des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies (RCSNU) 1970 (2011), 2292 (2016) et 2473 (2019) qui ont imposé un embargo sur les armes à la Libye.

* Chercheuse post-doctorante en sciences politiques, Université de Bologne, Italie, ERC Processing Citizenship ; CITERES-EMAM.

** Chercheuse post-doctorante en sciences humaines et sociales, Université de Bologne, Italie, H2020 MERGING; chercheuse associée au projet Regions2050, Wits Institute, Université de Witwatersrand, République d'Afrique du Sud.

Le 4 avril 2019, à partir de leurs bases dans l'est et le sud de la Libye, et soutenues par des alliés à l'ouest, les forces d'Haftar ont pris leurs adversaires par surprise, en entrant dans les quartiers périphériques de Tripoli à partir du quartier d'al-Zahra, à l'ouest du grand Tripoli, et des quartiers de 'Ain Zara et Wadi al-Rabi'a au sud-est de Tripoli'. Elles se sont également emparées de l'aéroport international de Tripoli. Les forces du GUN se sont toutefois mobilisées en une semaine et ont réussi à repousser les FAAL et leurs alliés hors de la périphérie ouest de la capitale et de la majeure partie de 'Ain Zara. En revanche, elles n'ont pas réussi à expulser les forces d'Haftar du grand Tripoli et des villes situées le long des lignes d'approvisionnement fragiles des FAAL et de leurs alliés, telles que Tarhouna et Ghariyan².

Cette décision a coïncidé avec le début de la Conférence nationale sur la Libye (RSSG) organisée par Ghassan Salamé, représentant spécial du secrétaire général et chef de la Mission d'appui des Nations unies en Libye (MANUL). Cette conférence a pour objectif de définir, avant la fin avril 2019, les conditions nécessaires à l'établissement d'un consensus sur des possibles solutions conjointes à la crise dans le pays.

Les FAAL s'attendaient à une victoire rapide comptant sur le fait que les unités armées clés de la région de Tripoli resteraient neutres ou changeraient de camp. Cependant, au lieu de fondre sur la capitale, les FAAL se sont retrouvées bloquées à sa périphérie, s'engageant dans une guerre d'usure avec les forces de Tripoli et de Misrata qui étaient, au moins théoriquement, loyales au GUN et à son Conseil présidentiel, dirigé par Favez al-Serraj.

Le RSSG, Ghassan Salamé, a réagi à la tournure inattendue des événements en présentant un plan visant à prévenir une nouvelle escalade militaire en proposant la reprise d'un processus de réconciliation intra-libyen.

Quatre mois après le début du conflit, Ghassan Salamé a lancé un plan de paix pour la Libye en trois points lors de son intervention sur la situation dans le pays au Conseil de sécurité de l'ONU. Le premier point prévoyait, autour du 10 août 2019, à l'occasion de l'*Aïd al-Adha*, la mise en place d'une trêve accompagnée par des « mesures de confiance entre les parties » comprenant « l'échange de prisonniers, la libération des personnes détenues arbitrairement ou enlevées, et l'échange des dépouilles ». Le deuxième point prévoyait l'organisation d'une réunion de haut niveau des pays concernés afin de convenir d'un effort commun pour cimenter « la cessation des hostilités, travailler ensemble pour faire appliquer strictement l'embargo sur les armes afin d'empêcher la poursuite du flux d'armes vers le théâtre libyen ; et promouvoir le strict respect du droit international humanitaire et des droits de l'homme par les parties libyennes ». En outre, selon le troisième point, cette réunion susmentionnée des pays concernés aurait dû être suivie de l'organisation d'une rencontre à laquelle participeraient des personnalités éminentes et influentes de toute la Libye, « afin de convenir d'éléments complets pour la voie à suivre »³. Considérant

1. Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires OCHA, « Libya : Tripoli Situational Report », n° 4, 10 avril 2019, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/SitRep%20No%204%20-%20Libya_Tripoli%20%2010%20April%202019.pdf.

2. International Crisis Group, « Stopping the war for Tripoli », *Crisis Group Middle East and North Africa Briefing*, n°69, 23 mai 2019, p. 2.

3. Ghassan Salamé, « Remarques du RSSG Ghassan Salamé devant le Conseil de sécurité des Nations unies sur la situation en Libye », 29 juillet 2019, <https://unsmil.unmissions.org/remarks-rsrg-ghassan-salam%C3%A9-united-nations-security-council-situation-libya-29-july-2019>.

que l'évolution du conflit libyen et sa recrudescence sont essentiellement liés aux fauteurs d'ingérences extérieures, Ghassan Salamé entendait promouvoir des négociations de paix impliquant également des acteurs internationaux ayant une influence sur les parties en conflit. Son objectif était de créer les conditions-cadres d'un processus politique intra-libyen sous l'égide de l'ONU, tout en obtenant une réduction considérable de l'implication internationale dans le conflit libyen, voire son arrêt complet. En septembre 2019, ses efforts ont abouti au lancement du processus dit de Berlin, la chancelière allemande Merkel ayant proposé d'accueillir plusieurs réunions entre les hauts responsables de la plupart des pays concernés, ainsi que des organisations régionales.

La conférence de Berlin sur la Libye a inauguré ces efforts de médiations internationales. Elle a eu lieu le 19 janvier 2020, après cinq réunions internationales de préparation sur plusieurs mois ; les plus marquantes sont celles qui se sont déroulées au niveau des ministres des Affaires étrangères convoquées par la France et l'Italie en marge de la 74^e Assemblée générale de l'ONU à New York le 26 septembre 2019. Cette conférence a permis à tous les acteurs internationaux impliqués de s'accorder sur 55 points⁴, et les parties se sont notamment engagées à : respecter l'embargo de l'ONU sur les armes dans le pays ; à s'abstenir d'interférer dans le conflit armé en cours ; à soutenir le représentant spécial de l'ONU pour le retour à un processus politique intra-libyen et à soutenir les efforts des autorités de transition libyennes pour promouvoir les réformes économiques et financières. Le « Comité militaire conjoint 5+5 GUN+FAAL » a été créé, ainsi qu'un Comité de suivi international sur la Libye pour surveiller les progrès du processus de paix. Le comité militaire 5+5 a commencé ses négociations à Genève en février 2020. Malgré les dialogues parrainés par l'ONU, les parties impliquées dans la conférence de Berlin n'ont pas respecté leurs engagements politiques, et l'offensive sur Tripoli n'a pas cessé. Au contraire, elle s'est intensifiée pendant une longue partie de l'année 2020, au point que Ghassan Salamé a décidé de démissionner en mars 2020, au motif que les gouvernements des pays étrangers impliqués dans le conflit ne soutenaient pas réellement le processus de paix. Stephanie Williams, représentante spéciale par intérim du Secrétaire général, a repris à son compte les efforts de médiation entrepris par Ghassan Salamé dans la cadre du processus initié par la déclaration finale de la conférence de Berlin.

En plus de ce troisième conflit civil, le premier cas d'infection au Covid-19 en Libye a été enregistré le 23 mars 2020. Sur une population officiellement de 6,78 millions d'habitants, l'OMS a signalé 118 631 infections et 1 842 décès liés au coronavirus au 30 janvier 2021. S'ajoutant à près d'un an de guerre à Tripoli, la propagation du Covid-19 a restreint encore plus l'accès à l'espace public pour les citoyens et les organisations de société civiles⁵. Le GUN a imposé des couvre-feux partiels à partir de mars 2020 afin de réduire les transmissions épidémiques. Le 17 avril 2020, un confinement de dix jours et une interdiction

4. Les 55 points sont inclus dans les Conclusions de la conférence de Berlin : Presse un Informationsamt der Bunderegierung, « The Berlin Conference on Libya, Conference Conclusions », *Pressemitteilung*, No. 31/20, 19 janvier 2020, <https://www.auswaertiges-amt.de/blob/2295128/7982684117074dea5070983ebb136249/200120-conference-conclusions-data.pdf>.

5. Health Cluster Libya, « Impact of COVID-19 Prevention Measures on Humanitarian Operations for Health Sector in Libya », 23 avril 2020, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/report_impact_of_covid-19_prevention_measures_april_2020_-_libya.pdf.

de déplacement des individus ont été introduits, avec des exceptions limitées au transport et à la vente de denrées alimentaires. Les déplacements à pied n'ont été autorisés que sur une plage horaire allant de 7 heures à 12 heures⁶. Tous les rassemblements et les événements publics ont été interdits. Le GUN a initialement tenté de décentraliser la fourniture de matériel sanitaire d'urgence en allouant directement les budgets Covid-19 aux autorités municipales. Cependant, les municipalités, mises à rude épreuve, ont eu du mal à gérer les fonds d'urgence pour le coronavirus⁷. Pendant ce temps, les FAAL ont géré de manière militaire la réponse au Covid-19 dans l'est du pays, en traitant les personnes violant les dispositions anti-Covid comme des traîtres⁸. Alors que l'implication des acteurs régionaux dans le conflit s'est poursuivie tout au long de l'année 2020, la propagation de la pandémie a entraîné l'isolement géographique presque complet du pays. Les deux gouvernements ont imposé des fermetures de frontières à titre préventif et ont imposé des restrictions similaires à celles mises en place par les pays voisins tels que la Tunisie, l'Algérie et l'Égypte. Cela a réduit la capacité des Libyens à se rendre à l'étranger pour accéder à des soins de santé de qualité, comme ils en avaient même l'habitude avant 2011.

Un aperçu du conflit de 2020

L'année 2020 a débuté par une frappe aérienne d'un avion affilié aux FAAL sur une académie militaire à Tripoli. Trente jeunes cadets ont été tués⁹. Par la suite, le 8 janvier 2020, les présidents de la Fédération de Russie et de la Turquie ont publié une déclaration commune appelant les parties en conflit à : cesser les hostilités à partir du 12 janvier ; déclarer un cessez-le-feu durable ; se réunir immédiatement autour d'une table de négociation. Elles ont exprimé leur soutien au processus de Berlin et souligné la nécessité d'impliquer les parties libyennes et les pays voisins. Cela a ouvert la voie à une période de calme relatif, pendant laquelle la conférence de Berlin a effectivement eu lieu.

En mars 2020, les forces de Haftar ont occupé Zelten, al-Assah, al-Jmail et Riqdalin sur la côte nord-ouest, tentant en outre de pousser sur la zone de Ras Jdir à la frontière tunisienne. À la fin du même mois, en réaction, le Premier ministre, Fayez al-Serraj, annonce le lancement de l'opération « Tempête de la paix » qui commence au début du mois d'avril. La combinaison des frégates turques et des systèmes de défense aérienne à courte portée a permis de créer un bouclier de défense aérienne mobile autour des unités terrestres du GUN et ses alliés, ce qui a neutralisé les moyens aériens de Haftar. S'appuyant sur

6. International Center for not-for-profit law et European Center for not-for-profit law, *COVID-19 Civic Freedom Tracker - Libya*, <https://www.icnl.org/covid19tracker/?location=201&issue=&date=&type=>.

7. Health Cluster Libya, « Impact of COVID-19 Prevention Measures on Humanitarian Operations for Health Sector in Libya », 23 avril 2020, p. 3, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/report_impact_of_covid-19_prevention_measures_april_2020_-_libya.pdf.

8. « Libye : Protests against Haftar amid coronavirus outbreak », *Middle East Monitor*, 25 mars 2020, <https://www.middleeastmonitor.com/20200325-libya-protests-against-haftar-amid-coronavirus-outbreak/>.

9. C'est-à-dire les élèves officiers. Conseil de sécurité des Nations unies, « Rapport final du Groupe d'experts sur la Libye créée par la résolution 1973 (2011) », S/2020/41, 15 janvier 2021, p. 5.

un accord de coopération sécuritaire et militaire signé avec la Turquie le 27 novembre 2019, ainsi que sur le déploiement de frégates constituant un « parapluie » de défense aérienne à moyenne portée sur le littoral occidental libyen, le GUN a bénéficié d'une capacité de renseignement opérationnel renforcée comprenant des moyens de renseignement par signaux exploité par la Turquie et des instruments de surveillance fournis par plusieurs aéronefs de combat.

Entre temps, l'attaque des FAAL du général Khalifa Haftar contre l'ouest de la Libye a conduit des milices auparavant rivales à se rallier au GUN. Un front anti-FAAL a émergé, incarné par la Force de protection de Tripoli. Ses principales composantes sont : la Force spéciale de dissuasion ; les brigades Nawasi et Abu Salim et la brigade des révolutionnaires de Tripoli, qui opèrent toutes à Tripoli ; le 301^e bataillon, qui opère à Misrata et Tripoli ; et les forces de Bunyan al-Marsous, qui opèrent à Misrata et Syrte. Les milices amazighes de Zwara et des monts Nafusa ont généralement soutenu le GUN et la coalition anti-FAAL de l'ouest de la Libye. Cette dernière a toutefois bénéficié de manière plus cruciale du soutien de deux villes (Misrata et al-Zintan) qui, après les FAAL, comptent le plus grand nombre de combattants¹⁰.

En effet, selon le site web *Libya Analysis, Militia & Stakeholder Mapping*, Misrata compte jusqu'à 200 milices, dont la *Special Task Force* de la *Joint Security Operations Room* de Misrata, la brigade Halbous, la brigade Marsa et la 166^e brigade. Al-Zintan, qui a été le principal concurrent régional de Misrata, a également vu la majorité de son conseil militaire, dirigé par Osama al-Juweili, se ranger du côté du GUN, ainsi que le service de sécurité générale de Zintani, dirigé par Emad Trabelsi¹¹. Néanmoins, une partie des combattants de la ville a continué à soutenir les FAAL et le général de brigade Idris Madi dirigeant la zone militaire occidentale des FAAL. Les miliciens les plus en vue d'Al-Zawiyya – comme ceux de la brigade Nasr dirigée par Mohammad Kushlaf – se sont rangés du côté des milices du GUN, tandis que d'autres se sont alignés sur les FAAL. Les forces d'Haftar ont reçu le soutien de certaines villes de l'ouest, comme Sabratha et Sorman, mais aussi de Tarhuna et Gharyan, où les FAAL ont réussi à coopter les milices Kaniyyat et Abdel Da'ab. Contrairement aux FAAL, les milices alignées sur le GUN n'ont pas suivi directement ses directives. En effet, c'est leur opposition à Haftar et/ou aux FAAL qui est le facteur unificateur, plus que toute allégeance envers le gouvernement de Tripoli¹². En dépit de ses prétentions à être une « armée nationale », les milices ont également joué un rôle crucial dans l'armée dirigée par le général Khalifa Haftar. Elle se compose principalement d'une minorité d'environ 7 000 soldats, constituant le noyau de sa troupe et d'une vaste majorité d'environ 18 000 supplétifs, principalement composée de paramilitaires civils. Cette armée comprend également des forces tchadiennes et soudanaises, ainsi que de groupes armés irréguliers de

10. Wolfram Lacher, « Tripoli's Militia Cartel. How Ill-Conceived Stabilisation Blocks Political Progress, and Risks Renewed War », *Stiftung Wissenschaft und Politik Comment*, n° 2, avril 2018, https://www.swp-berlin.org/publications/products/comments/2018C20_lac.pdf.

11. *Libya Analysis*, « Misrata dominating the GNA amid division among anti-LNA forces », 25 avril 2019, <https://www.libya-analysis.com/misrata-dominating-the-gna-amid-division-among-anti-lna-forces/>.

12. Voir Jason Pack, « Kindom of Militias. Libya's Second War of Post-Qadhafi Succession », *IPSI Analysis*, mai 2019, https://www.ispionline.it/sites/default/files/pubblicazioni/ispis_analysis_libya_pack_may_2019_0.pdf.

l'est et du centre de la Libye¹³. Les agents militaires (mercenaires) membres de la société militaire russe Wagner, après avoir été présents dans le conflit en Ukraine et en Syrie¹⁴, se sont installés en Libye en support des FAAL¹⁵ et ils ont déployé des avions de chasse depuis la Russie via la Syrie. Ils auraient dû se retirer à la fin du conflit mais, jusqu'au 25 octobre 2020, le groupe d'experts des Nations unies sur la Libye n'avait pu recueillir aucune indication fiable sur leur retrait effectif du pays¹⁶.

L'existence de ces multiples formations armées très fragmentées et localisées dans les deux camps signifie que les unes et les autres ont des pouvoirs de veto et constituent des enclaves politiques tout aussi fragmentées et localisées. Elles se sont combattues tout au long du conflit de 2020.

L'intervention militaire directe de la Turquie aux côtés d'al-Serraj au début de 2020 a fait perdre à Haftar son avantage initial et a obligé les FAAL à se replier vers le centre de la Libye constituant ainsi une nouvelle ligne de front. Les deux parties se sont engagées à plusieurs reprises à retirer leurs troupes des lignes de front, à expulser les combattants étrangers et à mettre fin à toute formation militaire étrangère. Toutefois, elles n'ont pas respecté l'accord initial, puisque des forces sont restées déployées et que des avions cargo militaires étrangers ont continué à atterrir sur leurs bases aériennes respectives, ce qui laisse penser que des soutiens extérieurs ont continué à ravitailler leurs alliés. Entre avril et mai, les drones de combat et la guerre électronique ont constitué l'épine dorsale des opérations militaires.

Le 13 avril, les forces du GUN prennent le contrôle des villes de Sorman, Sabratha, al-'Ajaylat, al-Jmail, Regdalin, Zelten et al-Assah, tenues par les FAAL, reprenant ainsi la côte ouest de la Libye et rétablissant la connexion avec la frontière tunisienne. Le 16 avril, les forces du GUN ont assiégé al-Watiya, la seule base aérienne capturée par les FAAL depuis le lancement de l'opération. Située à 130 kilomètres au sud-est de Tripoli, c'est la plus grande base militaire de la région occidentale. Deux jours plus tard, elles lancent une offensive sur la ville de Tarhuna, alors que la base aérienne d'al-Watiya est reprise le 18 mai. Cet épisode change l'équilibre des forces en faveur du GUN et met officiellement fin à l'offensive de l'armée du général Haftar sur Tripoli. Par la suite, les lignes de front se sont déplacées vers la région centrale de Syrte et al-Jufra en juillet 2020. Puis, les affrontements militaires se sont enlisés¹⁷.

Le 21 août 2020, al-Sarraï pour le GUN et Aguila Saleh pour les FAAL, annoncent parallèlement un cessez-le-feu, puis appellent à la levée du blocus pétrolier ainsi qu'à l'établissement temporaire d'un nouveau conseil présidentiel à Syrte et à la tenue d'élections législatives et présidentielles en mars 2021. Les deux hommes annoncent également leur engagement à déployer conjointe-

13 *Idem*.

14. Emmanuel Dreyfus, « Sociétés militaires russes. Wagner, combien de divisions ? », *Orient XXI*, 24 avril 2020, <https://orientxxi.info/magazine/societes-militaires-russes-wagner-combien-de-divisions,3804>.

15. Nader Ibrahim et Ilya Barabanov, « The lost tablet and the secret documents. Clues pointing to a shadowy Russian army », *BBC News*, 11 août 2021. <https://www.bbc.co.uk/news/extra/8iaz6xit26/the-lost-tablet-and-the-secret-documents>.

16. Conseil de sécurité des Nations unies, « Rapport final du Groupe d'experts sur la Libye créée par la résolution 1973 (2011) », S/2021/229, 8 mars 2021, p. 32.

17. Conseil de sécurité des Nations unies, S/2021/229, *op. cit.*, p. 17.

ment des forces de sécurité à Syrte pour la protection d'un nouveau conseil présidentiel.

Syrte est ainsi désignée comme le nouveau siège potentiel des institutions unitaires, car au regard du contrôle des ressources pétrolières du pays, elle est la ville la plus stratégique de la Libye. Pour la même raison, elle constitue également la ligne de front susceptible de provoquer une nouvelle escalade du conflit. Par ailleurs, en janvier 2020, le général Haftar avait imposé un blocus pétrolier. Après huit mois, celui-ci est levé partiellement en septembre pour certains des terminaux pétroliers de l'est (mais uniquement pour les exportations)¹⁸. Dans le même temps, les parties au conflit, avec la médiation d'acteurs tiers, commencent à discuter de la manière de reprendre les pourparlers de cessez-le-feu, contribuant ainsi à laisser un répit temporaire à l'économie du pays, qui dépend du pétrole.

Le rôle de la diplomatie internationale dans le maintien du dialogue intra-libyen

Entre le 7 et le 9 septembre, les négociations se poursuivent à Montreux, en Suisse, entre les principales parties prenantes libyennes, avec le soutien de la MANUL et du Centre pour le dialogue humanitaire, afin de parvenir à une résolution du conflit entre Libyens¹⁹. Les participants se mettent d'accord sur un calendrier de 18 mois pour la tenue d'élections parlementaires et présidentielles, sur la mise en œuvre d'une amnistie devant être approuvée par le parlement, sur le soutien au retour des personnes de la diaspora et celle déplacées à l'intérieur du pays, et sur le transfert de plusieurs fonctions gouvernementales à Syrte. Le 11 septembre à Bouznika, au Maroc, les discussions se poursuivent entre les représentants du Haut Conseil d'État et de la Chambre des représentants. Parmi les rôles débattus figurent ceux des dirigeants de la Banque centrale, de la Société nationale de pétrole et des forces armées. Mais ce n'est que le 23 octobre 2020 que les membres du comité militaire 5+5 se mettent d'accord sur un cessez-le-feu²⁰.

Quelques semaines plus tard, le 7 novembre, Forum de dialogue politique libyen (FDPL) s'est ouvert à Tunis, avec 75 membres choisis par la MANUL pour représenter les femmes, les jeunes, les minorités et d'autres acteurs politiques pertinents – bien qu'il ait été critiqué pour avoir prétendument sous-

18. Libya Herald, « The Haftar-aligned PFG announces resumption of export of stored oil and gas », 19 août 2020, <https://www.libyaherald.com/2020/08/19/the-haftar-aligned-pfg-announces-resumption-of-the-export-of-stored-oil-and-gas/> ; Libya Herald, « NOC to export first shipment after lifting of 7-month blockade », 24 août 2020, <https://www.libyaherald.com/2020/08/24/noc-to-export-first-shipment-after-lifting-of-7-month-blockade/>.

19. Représentant spécial par intérim du secrétaire général pour la Libye Stephanie Williams briefing au Conseil de sécurité, 28 janvier 2021, MANUL/UNSMIL, <https://unsmil.unmissions.org/acting-special-representative-secretary-general-libya-stephanie-williams-briefing-security-council> ; 218tv publie les « réulstats » des consultations libyennes en suisse, 10 Septembre 2020, 218tv.net.

20. « Représentante spéciale par intérim du secrétaire général pour la Libye, Stephanie Williams Remarques d'ouverture à la conférence de presse sur l'accord de cessez-le-feu entre les parties libyennes », 23 octobre 2020, <https://unsmil.unmissions.org/acting-special-representative-secretary-general-libya-stephanie-williams-opening-remarks-press>.

représenté certains groupes ethniques, groupes de parenté et factions politiques. En outre, certains observateurs ont affirmé que plusieurs membres nommés avaient été impliqués dans des pratiques de corruption. Malgré ces critiques, le 15 novembre le FDPL approuve la feuille de route « For the Preparatory Phase of a Comprehensive Solution », établissant les étapes et les principes généraux pour la reprise du processus politique, avec des élections présidentielles et parlementaires prévues pour le 24 décembre 2021²¹. En janvier 2021, les participants au FDPL se réunissent à nouveau en Suisse, où ils conviennent d'un mécanisme de sélection des membres du Conseil de la présidence et du gouvernement d'unité nationale, dont l'élection est prévue pour février 2021.

À la fin de l'année, la MANUL publie les résultats du vote des participants au Forum de dialogue politique libyen concernant le mécanisme de sélection des membres du pouvoir exécutif²². Selon le système convenu par les membres du FDPL, les élections pour sélectionner les candidats potentiels au nouvel appareil exécutif se dérouleraient selon deux procédures de vote possibles : la première doit refléter les spécificités géographiques en se déroulant sur une base régionale. Dans le cas où aucun des candidats n'obtient 60 % des voix, les membres du FDPL procède selon une seconde procédure : ils indiquent le nom de leurs candidats pour le poste de Premier ministre et les trois postes du Conseil de la présidence sur des bulletins communs. Les responsables ainsi élus dirigeraient conjointement le pays jusqu'aux élections générales prévues pour la fin 2021. Il est prévu que tout Libyen ayant reçu le soutien d'au moins deux membres du forum avant la date limite du 28 janvier puissent se présenter à ces postes²³.

Les Libyens confinés chez eux ont également pu suivre les débats, qui ont été diffusés en direct. Néanmoins, de vives critiques relatives à la nature démocratique douteuse du mécanisme de désignation des membres du FDPL sont formulées en Libye : certains groupes déclarent alors qu'ils ne reconnaîtraient pas la légitimité de l'exécutif intérimaire. Le 21 janvier 2021, des milices anciennement affiliées au GUN et constituant la Force de protection de Tripoli publient une déclaration rejetant officiellement les résultats du processus du FDPL. Une semaine plus tard, les chefs de plusieurs municipalités amazighes de Zwara et du Jabal Nafusa, ainsi que les dirigeants du Conseil suprême amazigh, déclarent également leur rejet total du projet FDPL pour désigner les nouvelles autorités exécutives, et annoncent leur décision de boycotter tout futur référendum constitutionnel. Puis ils déclarent avoir l'intention de rédiger leur propre Constitution et annoncent la naissance d'une région autonome regroupant les territoires habités par une population majoritairement amazighe²⁴.

21. Conseil de sécurité des Nations unies, « Letter dated 23 November 2020 from the President of the Security Council addressed to the Secretary-General and the Permanent Representatives of the members of the Security Council », S/2020/1129, p. 3.

22. « Déclaration de la MANUL après le vote sur les propositions pour le mécanisme de sélection de l'autorité exécutive unifiée », 6 décembre 2020, <http://alwasat.ly/news/libya/303473>.

23. International Crisis Group, « Libya Update # 4 », 15 Février 2021, <https://www.crisisgroup.org/middle-east-north-africa/north-africa/libya/libya-update-4>.

24. Abdulkader Assad, « Libyan Amazigh Council Calls for Boycotting Constitution Referendum », *The Libya Observer*, 21 janvier 2021, <https://www.libyaobserver.ly/news/libyan-amazigh-council-calls-boycotting-constitution-referendum> et Sami Zaptia, « Amazigh throw spanner in

Comme l'a souligné l'International Crisis Group, à la fin de l'année 2020, les dialogues politiques soutenus par la MANUL ont certes abouti à un accord sur un mécanisme de vote, mais n'ont produit aucun consensus autour de la formation d'un nouveau gouvernement d'unité provisoire²⁵.

Toutefois, des élections locales reprennent avec le lancement du FDPL. Huit élections de conseils municipaux sont organisées par la Commission centrale pour les élections des conseils municipaux (CCMCE) dans et autour de Tripoli en décembre 2020, ainsi que dans trois municipalités du district oriental de Wahat en janvier 2021, sous les auspices de la Commission centrale pour les élections des conseils municipaux basée à Benghazi. Des problèmes persistent en raison de l'absence de registres électoraux uniformes et de l'utilisation de deux systèmes électoraux différents dans les parties occidentale et orientale du pays²⁶.

Plusieurs défis attendent donc la Libye pour que de nouvelles élections soient organisées d'ici décembre 2021. Parmi ceux-ci, le référendum sur le projet de constitution, qui n'a pas encore été approuvé par la Chambre des représentants, l'absence d'une loi électorale, sur la base de laquelle les élections peuvent être organisées, le défi sécuritaire et la participation des Libyens déplacés aux prochaines élections.

Sur le plan économique, bien que les exportations d'hydrocarbures aient repris²⁷, un différend sur la gestion des revenus pétroliers a entraîné un gel temporaire des revenus des hydrocarbures, ce qui a entravé la reprise économique²⁸.

En outre, les acteurs régionaux et internationaux qui ont fourni une aide militaire à l'une ou l'autre des parties libyennes, en particulier la Turquie, principal soutien du gouvernement basé à Tripoli, et la Russie, principal allié de la coalition dirigée par Haftar, mais aussi les pays rivaux de la Ligue arabe qui, pendant des années, ont contribué à faire de la Libye le théâtre de leur guerre par procuration, ont continué par des moyens non militaires à poursuivre leurs agendas.

Ingérences étrangères et guerre électronique

Malgré les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies (RCSNU) 1970 (2011), 2292 (2016) et 2473 (2019), et malgré l'engagement professé par les participants lors de la Conférence de Berlin en 2020, l'embargo sur les armes à

consensual, constitutionally based 24 December elections », *Libya Herald*, 18 juin 2021, <https://www.libyaherald.com/2021/06/18/amazigh-throw-spanner-in-consensual-constitutionally-based-24-december-elections/>.

25. International Crisis Group, « Keeping a Libya Settlement on Track », 29 janvier 2021, <https://www.crisisgroup.org/middle-east-north-africa/north-africa/libya/keeping-libya-settlement-track>.

26. MANUL, *UNSMIL urges unification of Libyan electoral authorities for municipal council elections in Libya*, 27 janvier 2021, <https://unsmil.unmissions.org/unsmil-urges-unification-libyan-electoral-authorities-municipal-council-elections-libya>.

27. Heba Saleh et Derek Brower, « Oil Export to Resume from Blockaded Libya Port », *Financial Times*, 23 septembre 2020, <https://www.ft.com/content/ca26b055-b42e-41ac-8ec9-020ce793cfd8>.

28. International Crisis Group, « Keeping a Libyan Settlement on Track », *op. cit.*

destination de la Libye reste à ce jour totalement inefficace : ces violations ont été nombreuses, flagrantes et au mépris total des mesures de sanctions²⁹. En 2020, l'internationalisation du conflit a facilité l'afflux sur le territoire d'équipements militaires technologiquement avancés, ainsi que l'arrivée de formateurs militaires. En 2019, Ghassan Salamé définissait le conflit comme « la plus grande guerre de drones au monde »³⁰. Or la situation n'a guère évolué tout au long du conflit en 2020, bien au contraire³¹. Pour soutenir l'embargo sur les armes, la mission EUNAVFOR MED IRINI, qui a remplacé EUNAVFOR MED Sophia le 31 mars 2020, opère également dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC) de l'Union Européenne (UE)³². L'opération EUNAVFOR IRINI est une mission dirigée par l'Italie dont le quartier général opérationnel se trouve à Rome et dont le mandat est particulièrement axé, au large des côtes libyennes, sur l'inspection en haute mer de navires soupçonnés de transporter des armes ou du matériel connexe à destination ou en provenance de la Libye. Elle a également hérité de certaines tâches secondaires de son prédécesseur, l'EUNAVFORMED Sophia, parmi lesquelles la formation des garde-côtes et de la marine libyennes³³. Toutefois, ces opérations, limitées aux frontières maritimes, sont otages des divergences entre les membres de l'UE. Des navires grecs et français ont rejoint la mission à la fin du mois de mai, mais Malte, qui avait promis du personnel spécialement formé à bord, a retiré sa participation en mai, sous pression de la diplomatie Turque, selon des observateurs³⁴.

L'Égypte, les EAU, l'Arabie Saoudite, la France et la Russie ont tous soutenu secrètement les forces dirigées par Haftar, que la Jordanie a également contribué à former. De leur côté, le Qatar et la Turquie ont soutenu les milices basées à Tripoli et la coalition militaire alliée au gouvernement d'entente nationale, dont certaines unités ont également été formées et équipées par des pays européens, notamment la France³⁵.

Au cours de la guerre civile de 2019-2020, le groupe d'experts de l'ONU sur la Libye a confirmé la persistante prolifération d'armes de haute technologie en Libye, de la technologie aérienne et de la technologie de précision, y compris l'artillerie guidée de précision, de véhicules aériens de combat sans pilote et des petits drones, une prolifération facilitée par

29. Conseil de sécurité des Nations unies, 2021, « Rapport final du Groupe d'experts sur la Libye créée par la résolution 1973 (2011) », S/2021/229, p. 2.

30. Interview avec le représentant spécial de l'ONU pour la Libye Ghassan Salamé, chaîne YouTube des Affaires politiques et de consolidation de la paix des Nations unies, 25 septembre 2019, https://www.youtube.com/watch?v=IB3jie4i7SI&ab_channel=UnitedNationsPoliticalandPeacebuildingAffairs.

31. Ridvan Bari Urcosta, « The Revolution in Drone Warfare. The Lessons from the Idlib De-Escalation Zone », *European, Middle Eastern and African Affairs*, Aout 2020, p. 56. <https://media.defense.gov/2020/Aug/31/2002487583/-1/-1/1/URCOSTA.PDF>.

32. Conseil de l'Union Européenne, « L'UE lance l'opération IRINI pour faire respecter l'embargo sur les armes imposé à la Libye », Communiqué de Presse, 31 mars 2020, <https://www.consilium.europa.eu/fr/press/press-releases/2020/03/31/eu-launches-operation-irini-to-enforce-libya-arms-embargo/>.

33. <https://www.operationirini.eu/>.

34. Tarek Megerisi, « Spoiler alert: How Europe can save diplomacy in Libya » *ECFR Policy Brief*, 12 janvier 2021, <https://ecfr.eu/publication/spoiler-alert-how-europe-can-save-diplomacy-in-libya/>.

35. International Crisis Group, « Libya Turns the Page », n° 222, 21, mai 2021, p. 2.

des acteurs extérieurs opérant à l'intérieur de la Libye. Entre la mi-avril et la mi-mai, les forces du général Haftar et ses alliés ont mené à plusieurs reprises des frappes aériennes, notamment par drone, contre les bases des groupes armés à l'intérieur de Tripoli et dans les villes voisines comme al-Zawiya et Tajoura, et contre les combattants pro-GUN sur les lignes de front. En mai, ils ont opéré avec des armes de fabrication russe, notamment des chasseurs à réaction Mig-29A, des bombardiers Sukhoi Su-24, des avions FGA. Ce même mois, ils ont pu compter aussi sur des systèmes de missiles sol-air Pantsir S-1 utilisés par les groupes mercenaires russes Wagner. Cependant, la technologie militaire turque envoyée en soutien aux forces du GUN a renversé le cours de ce qui était jusqu'alors un conflit de faible intensité et de faible technologie dans lequel l'évitement des pertes et la protection des forces étaient une priorité pour les deux parties au conflit. Lors de l'opération « Tempête de la paix » lancée par Fayez al-Serraj le soutien turc comprenait le renseignement par signaux et la surveillance fournis par des Bayraktar TB-2 et, selon les analyses du groupe d'experts des Nations unies, probablement des drones de combat TAI Anka S³⁶. Ces éléments, combinés à l'arrivée en provenance de Turquie de missiles Hawk, parmi d'autres systèmes de défense aérienne et d'entraînement militaire³⁷, ont été utilisés pour reprendre al-Watiya en mai, puis ont ensuite permis à l'aéroport Mitiga de Tripoli de fonctionner sans crainte d'être attaqué.

L'intervention directe des acteurs extérieurs dans le pays ne s'est pas seulement produite en violation de l'embargo sur les armes de l'ONU, mais a également impliqué le soutien de troupes étrangères sur le sol libyen. En particulier, la présence de combattants étrangers en Libye a été enregistrée par les observateurs depuis 2019. Parmi ceux-ci, des combattants syriens sont actifs en Libye en soutien des deux parties en conflit depuis fin décembre 2019. Au moins 4 000 combattants syriens opèrent sous le commandement du GUN. Haftar est soutenu par pas moins de 2 000 mercenaires du groupe russe Wagner et 2 000 Syriens³⁸. Cependant, Haftar bénéficie également du soutien militaire actif des EAU, qui sont accusés d'avoir commis certaines des pires atrocités aériennes de la guerre civile. L'ONU a d'ailleurs à ce sujet dénoncé les EAU³⁹. En outre, des Soudanais ont continué à être recrutés par les FAAL tout au long de l'année 2020 pour être déployés dans les régions d'al-Jufra, de Waddan, d'Hun, de Sukna (où certains groupes soudanais disposent de camps d'entraînement), de Zillah et de la zone montagneuse d'al-Haruj⁴⁰.

En intervenant massivement dans l'espace libyen, les acteurs extérieurs ont joué un rôle central dans les évolutions du conflit. Parmi les États européens, la France reconnaît officiellement le GUN, mais elle a ouvertement soutenu Haftar,

36. Conseil de sécurité des Nations unies, 2021, Rapport final du Groupe d'experts sur la Libye créée par la résolution 1973 (2011), S/2021/229, p. 17.

37. Ben Fishman, Conor Hiney, « What Turned the Battle for Tripoli », *The Washington Institute for Near East Policy*, 6 mai 2020, <https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/what-turned-battle-tripoli>.

38. Conseil de sécurité des Nations unies, 2021, « Rapport final du Groupe d'experts sur la Libye créée par la résolution 1973 (2011) », S/2021/229, p. 8 et 32.

39. Conseil de sécurité des Nations unies, 2021, « Rapport final du Groupe d'experts sur la Libye créée par la résolution 1973 (2011) », S/2021/229, p. 8.

40. Conseil de sécurité des Nations unies, 2021, « Rapport final du Groupe d'experts sur la Libye créée par la résolution 1973 (2011) », S/2021/229, p. 83.

en entretenant des relations étroites avec lui depuis 2015. Ce positionnement va de pair avec la forte coopération militaire entre Paris et Abu Dhabi et est cohérent avec les propres priorités de la France en matière de lutte contre le terrorisme au Sahel, zone où elle a déployé 3 000 soldats dans le cadre de l'opération Barkhane. Le Tchad voisin est un partenaire clé de Barkhane et, à bien des égards, le soutien de la France à Haftar est le corollaire de son soutien de longue date au président tchadien, Idriss Déby. Haftar et Déby sont de proches alliés. Du point de vue de Paris, Haftar, avec ses penchants d'homme fort, apparaît comme le meilleur partenaire en Libye pour empêcher l'infiltration des djihadistes et des rebelles tchadiens depuis le sud de la Libye⁴¹.

L'Italie, de son côté, a été incapable de mettre en œuvre une stratégie politique cohérente en Libye. Depuis la conférence de Palerme en 2018, le pays a été poussé sur la touche diplomatique, en raison de l'ingérence croissante en Libye non seulement des autres États européens, mais aussi des pays du Moyen-Orient et de la Russie. Combinée à son incapacité à soutenir ses alliés libyens occidentaux dans les forums internationaux, l'Italie est passée du statut d'aspirant médiateur à celui de spectateur inquiet⁴².

Cependant les causes cruciales de l'évolution du conflit après juin 2020 ne proviennent pas des politiques étrangères des pays européens. La désescalade entre les principaux protagonistes étrangers de la guerre – la Turquie et le Qatar, d'une part, et l'Égypte, les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite, d'autre part – a créé les conditions d'une approche constructive en vue d'un règlement pacifique. Après juin 2020, les Émirats arabes unis ont commencé à retirer leurs équipements militaires de Libye dans le cadre d'un processus qui s'est achevé fin 2020. Les forces Wagner soutenues par la Russie et leurs équipements, y compris les avions de chasse russes, sont restées sur place. Elles sont devenues le principal soutien militaire étranger de Haftar (qui aurait été financé par les EAU) dans les zones sous son contrôle (*i.e.* l'est, le centre et certaines parties du sud de la Libye). À l'ouest, la Turquie est devenue en quelques mois le principal protagoniste militaire, continuant à acheminer du matériel par voie aérienne vers l'ouest de la Libye, même après la fin des hostilités. Cette configuration des forces a gelé le conflit, mais a divisé la Libye en deux régions principales, la Russie et la Turquie se taillant chacune des sphères d'influence. Dans le même temps, Haftar et son entourage ont fini par comprendre qu'avec leur défaite à Tripoli et une sensible réduction du soutien militaire et financier de la part de l'EAU dont ils dépendent, les négociations diplomatiques pourraient représenter l'option la plus convenable⁴³.

41. Jalel Harchaoui, 2019, « La politique libyenne de la France et ses antécédents historiques », *Revue internationale et stratégique*, vol. 116, n° 4, p. 33-43. DOI : 10.3917/ris.116.0033.

42. Mattia Giampaolo, « How Italy was marginalised in Libya, ECFR Commentary », 17 janvier 2020, https://ecfr.eu/article/commentary_how_italy_was_marginalised_in_libya/.

43. International Crisis Group, « Libya Turns the Page », *op. cit.*, p. 9.

Les prisonniers d'une crise humanitaire

Conséquences sur les civils et les migrants

La spirale de violence engendrée par la poursuite de la guerre d'avril 2019 en 2020 a ciblé des civils et des quartiers densément peuplés, entraînant ainsi non seulement des déplacements massifs à travers le pays et des pertes civiles élevées, mais aussi de sérieuses restrictions des libertés individuelles pour ceux qui ont survécu. Les deux parties belligérantes – et en particulier les FAAL dirigé par le général Haftar – ont violé à plusieurs reprises les lois de la guerre en recourant à des frappes aériennes et à des drones illégaux, ainsi qu'à des bombardements aveugles ayant visé et tué des civils. Les combattants rivaux et leurs commanditaires internationaux ont fait un usage intensif de mines terrestres antipersonnel et de pièges, des armes interdites au niveau international. Par conséquent, les droits à l'éducation et à l'accès aux soins de santé, le droit de posséder des biens et le droit de travailler et de jouir d'un niveau de vie raisonnable ont également été victimes de la guerre. En outre, la combinaison du conflit en cours avec la propagation des pandémies Covid-19 a engendré une crise humanitaire sans précédent dans le pays. Ainsi, selon les données de la MANUL sur la guerre civile libyenne, au moins 358 victimes civiles (dont 106 décès et 252 blessés) ont été signalées entre le 1^{er} avril et le 30 juin 2020.⁴⁴ Les détentions arbitraires de longue durée, et les exécutions à motivation politique se sont poursuivies tout au long de 2019 et 2020, entraînant dans certains cas la profanation des corps. Au 15 août 2020, il y a eu plus de 37 attaques contre des travailleurs et des établissements de santé pendant la pandémie Covid-19. Environ 19 hôpitaux ont été touchés et 11 membres du personnel médical ont été tués⁴⁵.

Le 7 avril 2020, les FAAL de Haftar ont frappé la maternité de l'hôpital al-Khadra de Tripoli, qui était également l'un des établissements de santé désignés pour une utilisation potentielle pour faire face à la Covid-19. Plus tard dans le mois, l'hôpital royal Tariq al-Shouq, au sud de Tripoli, a également été détruit. En outre, les affrontements armés ont endommagé les infrastructures dans tout le pays, empêchant ainsi la fourniture d'eau, d'équipements et de lits nécessaires à l'accueil d'un afflux potentiel de patients dans les quelques établissements de santé fonctionnant encore. Le personnel médical a donc été exposé à des risques d'infection⁴⁶.

L'indice de suivi des déplacements de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a recensé plus de 316 000 personnes déplacées à l'inté-

44. MANUL, « Civilian casualties report - 1 avril - 30 juin 2020 », 29 juillet 2020, https://unsmil.unmissions.org/sites/default/files/civilian_casualties_report_-_1_april_30_june_2020.pdf.

45. MANUL, « SRSF Ghassan Salame strongly condemns attacks against health facilities and workers », 15 août 2020, <https://unsmil.unmissions.org/srsg-ghassan-salame-strongly-condemns-attacks-against-health-facilities-and-workers>.

46. Organisation mondiale de la santé, « Health Sector Libya Bulletin », *Health Cluster Bulletin*, septembre 2020, <https://www.who.int/health-cluster/countries/libya/Libya-Health-Sector-Bulletin-September-2020.pdf?ua=1>, et Comité Internationale de la Croix Rouge, « Libye : le Covid-19 vient pénaliser un système de santé déjà saturé par le conflit », 12 avril 2020, <https://www.icrc.org/fr/document/libye-le-coronavirus-sinvente-au-milieu-des-bombes-et-des-obus>.

rieur du pays en octobre 2020, un chiffre qui se rapproche du pic de 425 000 enregistré en juin 2016⁴⁷.

Selon les données recueillies à la fin de 2020, 1,3 million de personnes avaient besoin d'une forme d'aide humanitaire⁴⁸. Cependant, même parmi ces personnes, divers groupes ont été différemment affectés par la crise humanitaire. Une série d'articles édités par *Lawyers for Justice Libya* en partenariat avec *Open Democracy* sur la relation entre la pandémie et les droits de l'homme en période de conflit a montré que, depuis 2019, la dégradation généralisée des conditions de vie a été la pire pour les femmes et les réfugiés⁴⁹.

En effet, les femmes sont moins payées que les hommes et sont plus susceptibles de perdre leur emploi pendant la crise économique actuelle. Selon le rapport 2020 d'ONU Femmes sur l'impact socio-économique du conflit sur les femmes libyennes, les violences sexistes ont dramatiquement augmenté car la guerre et la pandémie ont toutes deux drastiquement restreint l'accès des femmes à la sphère publique et donc à l'activité économique⁵⁰. Depuis l'escalade des affrontements armés en avril 2019, les enfants sont contraints de rester à la maison indéfiniment et les femmes doivent assumer la charge de leur scolarisation tout en s'occupant des personnes âgées et des malades et en continuant à effectuer les tâches ménagères. Leur liberté de mouvement est limitée par les affrontements en cours et le rapport 2020 d'ONU Femmes estime que, depuis le début des hostilités, les femmes sont quatre fois plus susceptibles que les hommes de ne jamais pouvoir quitter leur domicile toutes seules. Les services de santé ont été poussés à leurs limites, ce qui a fini par étrangler les ressources des services essentiels destinés aux femmes, tels que les soins pré et postnataux et les contraceptifs. L'accès déjà extrêmement limité aux services de santé sexuelle et reproductive s'en est trouvé restreint et les violences sexistes exacerbées.

En outre, la guerre a aggravé le taux de chômage du pays et la prévalence de la toxicomanie a augmenté, en raison de la pression exercée par le stress et l'anxiété sur les populations. Cela a souvent conduit à une augmentation des violences domestiques⁵¹. Le 11 avril, 14 organisations non-gouvernementales (ONG) libyennes travaillant sur les questions relatives aux droits des femmes, dirigées par Jusoor, Haaki et le Mouvement des femmes tamazight, se sont adressées au Conseil présidentiel du GUN, lui demandant d'exhorter le Comité de crise Covid-19 à adopter des recommandations tenant compte de la dimen-

47. Organisation internationale pour les migrations, DTM, « Libya IDP and Returnee Report Round 33 », Septembre-Octobre 2020, <https://displacement.iom.int/reports/libya-%E2%80%94-idp-and-returnee-report-33-september-october-2020>.

48. OCHA, Libye. *Bulletin humanitaire d'octobre*, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/libya_bulletin_october_2020.pdf.

49. La série d'articles intitulée « Libye entre conflit et pandémie », est disponible en ligne sur le site Open Democracy à l'adresse <https://www.opendemocracy.net/en/tagged/libya-between-conflict-and-pandemic/>.

50. UN Women Libya et UN Women Regional Office for the Arab States, « The Economic and Social Impact of Conflict on Libyan Women Recommendations for Economic Recovery, Legal Reform and Governance for Gender-Responsive Peacebuilding », Janvier 2020. <https://arabstates.unwomen.org/en/digital-library/publications/2020/04/the-economic-and-social-impact-of-conflict-on-libyan-women>.

51. Asma Khalifa, « Libya's forgotten half : between conflict and pandemic, women pay the higher price », Open Democracy, 14 mai 2020, <https://www.opendemocracy.net/en/north-africa-west-asia/libyas-forgotten-half-between-conflict-and-pandemic-women-pay-the-higher-price/>.

sion de genre lors de la rédaction du Plan de réponse à la crise Covid-19⁵². Les recommandations notent que les femmes et les filles sont la population la plus touchée par le confinement et énumèrent les services que l'État devrait fournir pour répondre à leurs besoins. Parmi ces services, la lettre mentionne le soutien alimentaire qu'il convient d'apporter aux femmes vivant dans des zones rurales n'ayant pas accès aux marchés. Elle évoque également l'aide financière et les programmes de soutien économique qu'il faudrait proposer aux femmes, afin de contrer l'effet économique de Covid-19. Aucune réponse n'a été apportée à cette lettre. Aucune aide humanitaire ni aucun paiement compensatoire n'a, par exemple, été fourni, aux femmes déplacées les plus vulnérables.

Quant aux personnes migrantes et aux réfugiés, leur exclusion traditionnelle des services essentiels financés par l'État leur a imposé des obstacles supplémentaires tout au long de 2020. Les organisations internationales et non gouvernementales qui avaient comblé les lacunes de l'État en fournissant des services à ces personnes ont en effet vu leur capacité d'intervention considérablement réduite en raison de la guerre et de la pandémie. Dans ce cas également, les femmes ont probablement été les plus durement touchées par la crise.

Les autorités libyennes n'ont pas pu ou voulu remédier à ces graves violations des droits de l'homme. Dans la zone ouest du pays, la Direction de la lutte contre la migration illégale, qui relevait du ministère de l'Intérieur du GUN, est chargée du contrôle des centres dit de détention, au nombre de 11 en 2020, accueillant les migrants et demandeurs d'asile. Malgré les appels répétés des organisations humanitaires à la communauté internationale pour que les autorités libyennes du GUN évacuent ces centres, les données disponibles font état d'au moins 3 200 migrants et réfugiés qui sont restés en détention dans les 11 centres officiels tout au long de l'année 2020⁵³.

Nonobstant le conflit en cours, le protocole d'accord Libye-Italie sur les migrations a été reconduit tacitement pour trois ans en février 2020. Il prévoit de former les autorités maritimes libyennes d'apporter un soutien logistique et financier pour intercepter les bateaux et ramener les migrants en Libye⁵⁴. Peu de temps après, en mars 2020, l'UE a décidé de mettre fin à l'opération EUNAVFORMED Sophia, une opération de lutte contre le trafic de migrants qui, à l'époque, se limitait à l'intervention des avions de surveillance. Le mandat de la nouvelle opération PSDC EUNAVFORMED IRINI lancé en avril 2020, incluant le respect de l'embargo sur les armes décrété par les Nations unies, ne fait aucune référence aux activités de recherche et de sauvetage (« *search and rescue* »). En fait, en vertu du nouveau mandat, les navires de l'IRINI ne

52. « Lettre Ouverte des OSC libyennes pour recommander une politique de Genre au plan de réponse à la crise COVID-19 du gouvernement », 27 Avril 2020, <https://www.euromedwomen.foundation/pg/fr/news/view/9149/lettre-ouverte-osc-libyennes-pour-recommander-politique-genre-au-plan-reponse-a-crise-covid19-gouvernement> et <https://www.facebook.com/jusoorLY/photos/a.1689833184622820/2571882763084520/?type=3&theater>.

53. Global Detention Project, *Libye*, <https://www.globaldetentionproject.org/countries/africa/libya>.

54. Amnesty International, « Libye. Le renouvellement de l'accord sur la migration confirme la complicité de l'Italie dans les actes de torture infligés aux migrant-e-s et réfugié-e-s », 30 janvier 2020, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/01/libya-renewal-of-migration-deal-confirms-italys-complicity-in-torture-of-migrants-and-refugees/>.

patrouilleront pas dans les zones qui sont traditionnellement le théâtre de routes migratoires irrégulières. Par conséquent, il est très improbable qu'ils soient en condition d'intercepter les bateaux de migrants⁵⁵.

Fin mai 2020, le GUN a signé un autre accord de lutte contre l'immigration clandestine, cette fois avec le gouvernement de Malte. Ce dernier s'est engagé à financer deux centres de coordination et à intercéder auprès de la Commission européenne et des États membres de l'Union Européenne pour demander l'augmentation du soutien financier apporté au GUN afin de l'aider à sécuriser les frontières sud de la Libye et à renforcer les capacités d'interception⁵⁶.

En effet, selon les données de l'OIM, Malte et l'Italie ont été les pays les plus touchés par les arrivées irrégulières en provenance de Libye. De janvier à la mi-septembre seulement, 11 295 migrants sur les 25 738 qui sont arrivés dans ces deux pays avaient quitté la Libye. Au cours de la même période, 471 personnes sont mortes en tentant de traverser la Méditerranée depuis les côtes libyennes, tandis que 584 509 migrants ont été recensés en Libye en octobre 2020⁵⁷. Seuls 46 247 d'entre eux sont enregistrés comme demandeurs d'asile ou réfugiés par le HCR⁵⁸.

Les obstacles croissants imposés à l'OIM par l'effet combiné de la guerre et des perturbations de Covid-19, ont imposé une réduction spectaculaire du nombre de retours humanitaires dits « volontaires » effectués depuis la Libye. Au cours du premier trimestre de 2019, on a compté 9 800 retours de ce type alors qu'au cours de la même période en 2020, seules 1 466 personnes ont été renvoyées dans leur pays par l'OIM⁵⁹.

Pendant ce temps, l'UE a continué à collaborer avec les garde-côtes libyens en leur fournissant des bateaux rapides, des formations et d'autres formes de soutien pour intercepter et renvoyer des milliers de personnes en Libye. Selon l'OIM, 9 448 personnes ont été débarquées en Libye après avoir été interceptées par les garde-côtes libyens en octobre 2020. Des milliers d'entre elles ont ensuite été transférées dans des lieux inconnus et ont fini par être portées disparues⁶⁰. Les personnes migrantes placées en détention administrative dans les établissements gérés par le ministère de l'Intérieur du GUN ont continué de subir des conditions inhumaines. En pleine guerre et pandémie,

55. Jihâd Gillon, « Libye : L'Opération Irini est conçue pour ne pas sauver de vies », *Jeune Afrique*, 3 avril 2020, <https://www.jeuneafrique.com/920803/politique/libye-loperation-irini-est-concue-pour-ne-pas-sauver-de-vies/>.

56. « Malte et la Libye s'accordent sur un plan de lutte contre l'immigration illégale en méditerranée », *France Terre d'asile*, 8 juin 2020, <https://www.france-terre-asile.org/veille-europee-articles-archives/du-1er-au-15-juin-2020/malte-et-la-libye-s-accordent-sur-un-plan-de-lutte-contre-l-immigration-illegale-en-mediterranee>.

57. OIM, *Libya Monthly Update*, septembre 2020, https://www.iom.int/sites/default/files/situation_reports/file/september_2020_monthly_update.pdf.

58. Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCNUR), *Libya Update*, 25 septembre 2020, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/UNHCR%20Update%20Libya%20%2825%20September%202020%29.pdf>.

59. OIM, *First IOM Libya Voluntary Return Charter in Five Months Assists Over 100 Ghanaian Migrants*, 21 août 2020, <https://www.iom.int/news/first-iom-libya-voluntary-return-charter-five-months-assists-over-100-ghanaian-migrants>.

60. Mat Nashed, « What Happens to Migrants Forcibly Returned to Libya ? These are People Going Missing by the Hundreds », *The New Humanitarian*, 5 août 2020, <https://www.thenewhumanitarian.org/news-feature/2020/08/05/missing-migrants-Libya-forced-returns-Mediterranean>.

ceux qui se sont retrouvés dans des « entrepôts » gérés par des passeurs et des trafiquants ont également dû endurer travail forcé, torture, extorsion et agressions sexuelles.

En mai, 24 ressortissants bangladais et six personnes originaires d'autres pays africains ont été abattus par un homme non identifié, après que certains d'entre eux ont tué le ravisseur libyen qui les retenait dans la « planque » d'un trafiquant dans la ville de Mizdah, dans le sud du pays⁶¹.

En juillet 2020, six Soudanais ont été abattus par les autorités libyennes, alors qu'ils tentaient de fuir un site de débarquement en Libye, après avoir été interceptés en mer⁶².

Récession économique

Aggravant encore la crise humanitaire dans le pays, les performances économiques de la Libye ont été, pendant la majeure partie de l'année 2020, les plus mauvaises jamais enregistrées. Le principal acteur dominant le secteur financier libyen restent les banques, notamment les banques d'État. Les banques commerciales représentent 81 % des actifs du secteur financier. L'existence de deux gouvernements et la scission en 2014 des institutions financières libyennes ont entravé la capacité des autorités de l'est et de l'ouest à assurer la stabilité fiscale. La guerre d'avril 2019 a intensifié cette situation déjà critique. Le blocus des installations pétrolières en janvier 2020 a menacé les revenus tirés des hydrocarbures, qui représentent la source prédominante de recettes budgétaires libyennes. Cela a exacerbé les défis existants, liés aux difficultés à exporter et à la baisse des prix du pétrole.

En 2020, la crise du coronavirus et la crise économique ont aggravé les difficultés budgétaires déjà importantes de la Libye. La diminution des recettes fiscales ne s'est pas accompagnée d'une baisse de la masse salariale jusqu'à la mi-avril 2020, moment où le GUN a eu recours à de nouvelles mesures budgétaires visant à contrôler les dépenses et a introduit une réduction de 20 % des salaires dans le secteur de l'administration publique.

La dégringolade des revenus pétroliers a fortement réduit les dépenses publiques. Le gouvernement basé à Tripoli a réduit les dépenses totales de 22 %, passant de 46,1 milliards de dinars libyens (LYD)⁶³ en 2019 à 36,2 milliards LYD en 2020, alors que les salaires et traitements représentent la majeure partie des dépenses – 21,9 milliards LYD, soit 61 %. Le budget de mars 2020 du GUN présente le déficit le plus élevé jamais enregistré, atteignant 90,6 % du PIB du pays (29,2 milliards LYD : 19,3 milliards LYD pour Tripoli et 9,9 milliards LYD pour al-Bayda)⁶⁴. Toutefois, en avril 2020, le GUN a alloué environ 1 % du PIB

61. « Les Bangladais tués en Libye ont été enlevés et torturés, selon le ministère des Affaires étrangères », *Reuters*, 29 mai 2020, <https://www.reuters.com/article/us-libya-migrants-idUS-KBN235201>.

62. UNHCR, UNHCR urges investigation following deadly incident at Libya disembarkation point, 28 juillet 2020, <https://www.unhcr.org/en-us/news/press/2020/7/5f2021f24/unhcr-urges-investigation-following-deadly-incident-libya-disembarkation.html>

63. Selon les données d'InforEuro, le taux de change entre le dinar libyen et l'euro a fluctué entre 1 pour 0,64263 et 1 pour 0,61916 en 2020 https://ec.europa.eu/info/funding-tenders/procedures-guidelines-tenders/information-contractors-and-beneficiaries/exchange-rate-info-reuro_en.

64. Banque Mondiale, « Libya Economic Monitor », Printemps 2021, <https://reliefweb.int/sites/>

du pays (500 millions LYD) aux politiques de lutte contre le coronavirus en tant que mesure d'urgence. Selon la Banque centrale, début décembre 2020, le ministère des Finances avait demandé environ 970 millions LYD pour lutter contre la pandémie de coronavirus. Le taux de change officiel du dinar s'est établi à 1,37 pour un dollar américain en août 2020, après s'être déprécié de 1,1 % par rapport à août 2018.

Au niveau diplomatique, en janvier 2020, la mise en œuvre du 40^{ème} point des conclusions de la conférence de Berlin a permis le lancement du dialogue économique et la création de la Commission économique d'experts libyens⁶⁵ ce qui, selon Ghassan Salamé, représentait une étape charnière en vue de discuter de la réunification de la Libye et de la poursuite des réformes économiques. En janvier, Ghassan Salamé a facilité une réunion de 19 experts économiques libyens représentant les principales institutions financières et économiques libyennes, ainsi que les différents secteurs économiques. Cependant, tant la démission de Salamé que le conflit et les restrictions liées au Covid ont mis un terme aux négociations.

Fin juillet 2020, la représentante spéciale par intérim du Secrétaire général et chef de la Mission d'appui des Nations unies en Libye, Stephanie Williams, a annoncé le lancement d'un audit international des deux branches de la Banque centrale de Libye. Cette opération fait suite de la demande formulée par al-Sarraj en juillet 2018 dans une lettre adressée au Secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres, puis à la résolution 2434 du 13 septembre 2018 mandatant la MANUL pour soutenir l'audit financier demandé. Le processus a été possible grâce aux réunions présidées par l'ancien RSSG, Ghassan Salamé à l'automne 2018 et en septembre 2019, des représentants des deux branches de la Banque centrale de Libye (BCL) qui ont participé à un panel de sélection visant à examiner les offres soumises par des cabinets d'audit internationaux qualifiés. Finalement, en 2020, c'est la société Deloitte qui a été désignée – selon les critères contractuels de l'ONU et selon l'avis des spécialistes techniques de l'ONU et le vote final du panel – pour faire l'audit qui a couvert la période allant de septembre 2014 à juin 2020, avant d'être finalisé l'année suivante en 2021⁶⁶.

Avec le cessez-le-feu, le dossier économique s'est ensuite concentré sur l'audit Deloitte et la finalisation de la réunion des dirigeants de la BCL. Au cours de l'automne 2020, la MANUL a facilité les réunions du groupe de travail économique international sur la Libye, qui comprend les ambassadeurs d'Égypte, des États-Unis d'Amérique, de l'Union Européenne, le représentant spécial par intérim du Secrétaire général Williams et des représentants du comité d'experts économiques libyens. Ces démarches, associées à la situation socio-économique désastreuse de la Libye, ont permis la tenue d'un débat public autour de la réunification de la Banque centrale de Libye. En décembre 2020, le gouverneur de la BCL, al-Siddiq al-Kabeer, a invité les membres du conseil d'administration de la Banque centrale à tenir leur première réunion depuis

reliefweb.int/files/resources/ENG-Libya-Economic-Monitor.pdf.

65. Conférence de Berlin, Conclusions, <https://www.auswaertiges-amt.de/blob/2295128/7982684117074dea5070983ebb136249/200120-conference-conclusions-data.pdf>.

66. UNSMIL, « International financial audit review of the Central Bank of Libya confirms the urgent need to move forward with unification », 8 juillet 2021, <https://unsmil.unmissions.org/international-financial-audit-review-central-bank-libya-confirms-urgent-need-move-forward>.

la division de 2014⁶⁷. Le 16 décembre, le conseil d'administration de la Banque centrale de Libye a convenu de dévaluer la monnaie de LYD 1,00 = SDR 0,5175 à LYD 1,00 = SDR 0,156 à compter du 3 janvier 2021, avec un taux équivalent au dollar américain de LYD 4,48 = 1,00 \$ US en utilisant le taux actuel de 1,44 \$ US = 1,00 SDR⁶⁸. L'intention de faire face à la crise économique dans le pays et réduire la considérable différence avec les taux d'échange au marché noir, motive l'ultérieure décision d'unifier les deux différents taux de change officiels en vigueur à l'ouest et l'est du pays.

L'érosion continue des droits civils et politiques face à la propagation de la corruption

L'évolution désastreuse des conditions sociales, politiques et économiques de la Libye a entraîné une détérioration dramatique des conditions de vie des citoyens libyens dans le pays. Ces derniers, en effet, sont devenus les otages non seulement de la guerre, mais aussi d'un niveau de corruption sans précédent. La nécessité pour les fronts rivaux de redistribuer des ressources déjà extrêmement rares entre leurs clientèles respectives a renforcé l'énorme pouvoir des milices locales dans le contrôle des actifs économiques du pays, ce qui a eu un impact négatif sur la fourniture de services de base aux citoyens ordinaires, tels que l'électricité et l'eau. Dans tout le pays, les personnes touchées par des mois de conflit, par des pénuries d'eau, de nourriture et d'électricité, ainsi que par la pandémie de Covid en cours, sont descendues dans la rue pour manifester. À partir d'août 2020, les manifestations, qui ont éclaté dans les principales villes du pays (Tripoli, Misrata, al-Zawiya, Benghazi et Sabha) se sont poursuivies en septembre et octobre 2020 et se sont heurtées à la répression armée tant à l'Ouest qu'à l'Est⁶⁹. Ces épisodes répressifs se sont ajoutés à la coercition violente de la dissidence qui s'est traduite de manière répétée, depuis la reprise du conflit armé autour de Tripoli, par des enlèvements, des arrestations irrégulières et des assassinats de personnalités dissidentes.

Dans l'ensemble du pays, des journalistes et des militants ont été persécutés, attaqués et arrêtés pour avoir critiqué les autorités gouvernementales, les FAAL ou même les miliciens. Pendant ce temps, ceux qui ont perpétré les attaques et les intimidations à l'encontre des politiciens, des activistes et des journalistes ont généralement bénéficié d'une impunité totale. Selon le rapport mondial sur la Libye 2021 de Human Rights Watch, le tribunal militaire de Benghazi a condamné, à l'issue d'un procès secret, le photjournaliste indépendant Ismail Abu Zreiba al-Zway à 15 ans de prison en mai 2020, l'accusant de « communication avec une chaîne de télévision qui soutient le terrorisme » après sa coopération avec al-Nabaa, une chaîne de télévision satellite privée⁷⁰.

67. « Al-Kabeer appelle le conseil d'administration de la Banque Centrale à discuter les options de change le 17 décembre », *al Wasat*, 10 Decembre 2020, <http://alwasat.ly/news/libya/303890>.

68. Banque Mondiale, « Libya Economic Monitor », Printemps 2021, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/ENG-Libya-Economic-Monitor.pdf>.

69. *Le Monde* et *AFP*, « A Tripoli, des centaines de manifestants dénoncent la corruption en Libye », 26 août 2020, https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/08/26/a-tripoli-des-centaines-de-manifestants-denoncent-la-corruption-en-libye_6049955_3212.html.

70. Committee to Protect Journalists, « Libyan National Army 'sentences' freelance photojournalist Ismail Abuzreiba al-Zway to 15 years », 4 août 2020, <https://cpj.org/2020/08/libyan-nation->

Le 14 décembre 2019, le journaliste Reda Fhelboom est enlevé par la brigade al-Nawasi, affiliée au GUN, à son arrivée à l'aéroport de Mitiga à Tripoli. Accusé d'avoir créé illégalement une organisation non gouvernementale, Fhelboom était en fait visé pour avoir rédigé en 2015 un article sur les questions LGBT. Il a déclaré plus tard avoir été détenu pendant 12 jours dans deux établissements différents où il a été interrogé pendant des heures et détenu dans des conditions inhumaines et dégradantes. En janvier 2020, le procureur général l'a finalement inculpé pour « pratique du journalisme sans licence et communication avec une organisation internationale sans autorisation de l'État »⁷¹. La déformation et la manipulation des médias ont tellement façonné le débat public en Libye que l'accord en 12 points conclu à Genève le 23 octobre 2020 a prévu que la désescalade de la rhétorique médiatique et des discours de haine serait la première étape vers la démocratie et la recherche d'un consensus dans le pays⁷².

En 2020, les autorités pénitentiaires n'ont souvent été que nominalement sous le contrôle du GUN ou des gouvernements d'al-Bayda'. Les détentions provisoires de longue durée ainsi que d'autres formes de détention arbitraire ont été la règle, en particulier pour les migrants. Les prisons et les centres de détention toujours surpeuplés, sont marqués par des conditions inhumaines d'incarcération, des mauvais traitements et un manque de services spécialisés pour les femmes avec enfants. En réponse à la propagation de Covid-19, en mars 2020, le ministère de la Justice du GUN a libéré 466 détenus en attente de jugement, ainsi que les détenus qui répondaient aux règles de libération conditionnelle, des prisons de Tripoli⁷³. De nombreux autres sont restés en détention illégale. Au cours du même mois, en effet, le Conseil supérieur de la magistrature a ordonné la fermeture des tribunaux pendant un mois. Cette mesure renouvelée le 28 avril 2020, a contribué à restreindre encore davantage l'accès des détenus au contrôle judiciaire de leur détention⁷⁴.

Une autre étape nécessaire à la recherche d'un consensus dans la Libye de l'après-guerre civile consisterait donc à rétablir un système d'administration de la justice et de reddition des comptes des auteurs de crimes. En effet, le conflit prolongé et la division politique ont compromis l'indépendance des tribunaux nationaux, poussant les citoyens à recourir souvent à des mécanismes informels de résolution des conflits. Les pressions exercées par les milices armées ont entravé les procédures des tribunaux civils et pénaux, et de graves violations des droits de la défense ont été enregistrées. L'un des événements les plus marquants de la guerre de 2020, a été la découverte de huit fosses communes après que les forces de Khalifa Haftar ont évacué le district de Tarhūna, en juin

al-army-sentences-freelance-photojournalist-ismail-abuzreiba-al-zway-to-15-years/.

71. Human Rights Watch, *Libya Events of 2020*, <https://www.hrw.org/world-report/2021/country-chapters/libya>.

72. « Agreement for a Complete and Permanent Ceasefire in Libya », 23 octobre 2020, traduction non-officielle en anglais disponible en ligne sur https://unsmil.unmissions.org/sites/default/files/ceasefire_agreement_between_libyan_parties_english.pdf.

73. Jules Crétois et Mourad Kamel, « De Rabat à Tunis, le coronavirus fait monter la tension dans les prisons », *Jeune Afrique*, 25 avril 2020, <https://www.jeuneafrique.com/918788/politique/de-rabat-a-tunis-le-coronavirus-fait-monter-la-tension-dans-les-prisons/>.

74. Kate Vigneswaran, « Les détenus en Libye ont besoin de protection : ils doivent être libérés maintenant », *Open Democracy*, 11 mai 2020, <https://www.opendemocracy.net/en/north-africa-west-asia/detainees-libya-need-protection-they-must-be-released-now/>.

de la même année. Si de nombreuses victimes ont été identifiées comme des combattants, la plupart des corps semblaient être ceux de civils. Les assaillants restent en grande partie non identifiés et les autorités locales n'ont pas enquêté sur ces crimes ni engagé de poursuites⁷⁵.

Le groupe africain au Conseil des droits de l'homme a présenté une résolution lors de la 43^e session du Conseil demandant à Michelle Bachelet, la Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, d'envoyer immédiatement une mission d'enquête sur les violations du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire par toutes les parties au conflit en Libye depuis le début de 2016. La demande comprenait également la préservation des preuves en vue de s'assurer que les responsables des abus rendent des comptes. Le 22 juin 2020, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a ainsi créé une mission d'enquête sur les violations graves commises en Libye depuis 2016. Trois experts ont été nommés par le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme le 19 août 2020, conformément à la résolution A/HRC/43/L.40 du Conseil des droits de l'homme des Nations unies qui a demandé la création de la mission : Mohamed Auajjar, du Maroc, en tant que président de la Mission, ainsi que Tracy Robinson, de la Jamaïque, et Chaloka Beyani, de la Zambie et du Royaume-Uni. Cependant, en raison des limitations de déplacements liées à la Covid-19, la mission n'a pas pu commencer ses investigations⁷⁶.

Les Nations unies ont également sanctionné des membres des garde-côtes libyens pour leur implication dans le trafic et la traite des personnes. L'un d'entre eux, Abd al-Rahman al-Milad, a été arrêté en octobre 2020 par les forces liées au GUN dans la ville occidentale d'al-Zawiya⁷⁷. Néanmoins, l'UE a continué à collaborer avec les garde-côtes libyens en leur fournissant des équipements et des formations pour intercepter et ramener des milliers de personnes en Libye.

En décembre 2020, l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) a reconnu la Commission nationale anticorruption (CNAC) de Libye, fondée en 2014, comme autorité nationale libyenne compétente pour traiter avec l'ONUDC en matière de lutte contre la corruption et le crime. Cette reconnaissance est vue par certains comme étant une étape juridique visant à améliorer la qualité de la coopération internationale de la Libye dans la lutte contre la corruption, les crimes et la prévention⁷⁸. Toutefois, force est de constater que jusqu'à présent son efficacité a largement été entravée par la fragmentation du pays et les conflits persistants.

75. Mourad Belhaj, « Gouvernement libyen : 226 dépouilles exhumées des charniers de Tarhouna », Agence Anadolu, 17 Juillet 2020, <https://www.aa.com.tr/fr/politique/gouvernement-libyen-226-d%C3%A9pouilles-exhum%C3%A9es-des-charniers-de-tarhouna-/1913390>.

76. Conseil des droits de l'homme, *Mission d'enquête indépendante sur la Libye*, https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/FFM_Libya/Pages/Index.aspx.

77. Lorenzo Tondo, « Senior Libyan coastguard commander arrested for alleged human trafficking », *The Guardian*, 16 octobre 2020, <https://www.theguardian.com/global-development/2020/oct/16/senior-libyan-coastguard-commander-arrested-for-alleged-human-trafficking>.

78. Sami Zaptia, « La commission anti-corruption libyenne est accréditée par les Nations unies », *Libya Herald*, 11 décembre 2020, <https://www.libyaherald.com/2020/12/11/libyas-anti-corruption-commission-accredit-by-united-nations/>.

Entretemps, malgré la conclusion d'un accord de cessez-le-feu et le lancement de la mission d'établissement des faits indépendante des Nations unies, le 20 novembre 2020⁷⁹, des hommes armés non identifiés ont abattu Hanan al Barassi, avocate et militante de Benghazi qui s'était élevée contre la corruption et les abus de pouvoir généralisés dont se seraient rendus coupables des fonctionnaires et des membres de groupes armés dans l'est de la Libye⁸⁰, y compris des membres de la famille proche de Haftar.

Le cessez-le-feu d'octobre 2020 et le lancement du FDPL ont rouvert le débat national sur une transition démocratique durable pour le pays. Un mouvement significatif vers une solution politique menant la réunification institutionnelle du pays a peut-être été enclenché. Toutefois, au regard des événements de la dernière décennie, seule la définition d'un futur cadre constitutionnel reconnaissant une forme de gouvernance infranationale sera à même d'apporter une solution viable en canalisant les aspirations régionales diverses et les forces centrifuges qui traversent l'entité libyenne.

79. ONU Info, « Libye : l'ONU nomme les trois experts de sa mission indépendante d'établissement des faits », *ONU Info*, 19 Aout 2020, <https://news.un.org/fr/story/2020/08/1075262>.

80. Human Rights Watch, « Libye : Meurtre d'une avocate qui dénonçait des abus à Benghazi », 11 novembre 2020, <https://www.hrw.org/fr/news/2020/11/11/libye-meurtre-dune-avocate-qui-denoncait-des-abus-benghazi>.

Chronologie Libye 2020

4 janvier : les Forces armées arabes libyennes (FAAL) sous le commandement du général Khalifa Haftar mènent une frappe aérienne sur une académie militaire à Tripoli. Réaction du ministère turc de la Défense nationale contre l'attaque.

6 janvier : les FAAL déclarent occuper Syrte après la défection de la brigade Madkhali 604, présente dans la ville.

12 janvier : un cessez-le-feu, proposé début janvier par la Russie et la Turquie, est annoncé. Toute fois le même jour les FAAL affirment qu'elle n'accepteront le cessez-le-feu qu'à la condition que l'autre partie le respecte. Manque d'un accord complet.

19 janvier : la « Conférence de Berlin sur la Libye » rassemble des dirigeants politiques des États présumés avoir violé l'embargo sur les armes en Libye et d'autres puissances internationales. Favez al Sarraj, premier ministre du GUN et le général Haftar sont présents à Berlin, sans participer officiellement aux négociations. Les conclusions de la Conférence prévoient des étapes pour la résolution du conflit libyen et le processus des dialogues, créent un comité de suivi militaire 5+5 GUN+FAAL et un comité international de suivi pour surveiller les progrès du processus de paix en Libye.

3 février : le « Comité militaire conjoint 5+5 GUN+FAAL » commence des réunions à Genève dans le cadre du processus de paix en trois points établis par Ghassan Salamé, représentant spécial du secrétaire général et chef de la Mission d'appui des Nations unies en Libye (MANUL).

17 février : le Conseil des affaires étrangères de l'Union européenne parvient à un accord politique sur le lancement d'une nouvelle opération militaire PSDC (politique de sécurité et de défense commune) de l'Union européenne en Méditerranée pour remplacer l'EUNAVFOR MED Sophia, en fin de mandat.

26 février : la MANUL lance à Genève les réunions du volet politique du processus de paix libyen, rassemblant membres de la Chambre des Représentants, des personnalités indépendantes sélectionnées, et des représentants du Haut Conseil d'État. Ce dernier, le même jour, déclare se retirer des négociations.

2 mars : Ghassan Salamé démissionne. Stephanie Williams est nommée représentante spéciale par intérim du secrétaire général des Nations unies.

23 mars : premier cas d'infection à la Covid-19 enregistré en Libye.

26 mars : après que les FAAL ont occupé Zelten, al-Assah, al-Jmail et Regdalin sur la côte nord-ouest, le Premier ministre, Fayez al-Sarraj, annonce le lancement de l'opération « Tempête de la paix ».

31 mars : le Conseil de l'Union Européenne adopte la décision d'établir la nouvelle opération militaire PSDC (politique de sécurité et de défense commune) de l'Union européenne en Méditerranée EUNAVFOR MED IRINI avec un mandat allant jusqu'au 31 mars 2023.

7 avril : les FAAL de Haftar frappent la maternité de l'hôpital al-Khadra de Tripoli.

13 avril : les forces du GUN déclarent avoir repris le contrôle des villes occupées par les FAAL : Sorman, Sabratha, al-'Ajaylat, al-Jmail, Regdalin, Zelten et al-Assah, reprenant contrôle de la côte ouest de la Libye et de la frontière avec la Tunisie.

16 avril : les forces du GUN commencent le siège à al-Watiya, la seule base aérienne occupée par les FAAL depuis le lancement de l'opération.

17 avril : introduction du confinement et interdiction de déplacement des individus pour bloquer la diffusion du Covid-19.

18 avril : les forces du GUN lancent une offensive sur la ville de Tarhouna.

5 mai : les forces du GUN lancent une offensive pour capturer la base aérienne d'al-Watiya.

9 mai : les FAAL lancent une attaque massive au mortier sur l'aéroport international de Mitiga, détruisant un dépôt de carburant et des avions civils.

18 mai : les forces du GUN reprennent contrôle de la base aérienne d'al-Watiya. L'épisode change l'équilibre des forces en faveur du GUN et met officiellement fin à l'offensive de l'armée du général Haftar sur Tripoli.

28 mai : Fayez al Sarraj pour le GUN et le premier ministre maltais Robert Abela signent à Tripoli un accord de lutte contre l'immigration clandestine.

3 juin : Le GUN reprend control de l'aéroport international de Tripoli.

27 juillet : la Représentante spéciale par intérim du secrétaire général et chef de la mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL), Stephanie Williams, annoncé le début d'un audit international des deux branches de la Banque centrale de Libye par la société Deloitte désignée selon les critères contractuels de l'ONU, après avis des experts libyens et internationaux.

18 août : élections du Conseil municipal de Ghat.

21 août : al-Sarraj pour le GUN et Aguila Saleh pour les FAAL annoncent parallèlement un cessez-le-feu.

23 août : début des protestations à Tripoli, Misrata et Zawiya autour la dégradation des conditions de vie à la suite de la pandémie de Covid-19 et du conflit : coupures d'électricité et d'eau, manque de carburant et de gaz de cuisine, manque de liquidités et absence de sécurité.

2 septembre : le porte-parole de l'est de la Commission centrale pour les élections des conseils municipaux (CCMCE) annonce à Benghazi le projet d'organiser des élections municipales avec le soutien de la communauté locale dans 15 municipalités de la partie est de la Libye contrôlée par les FAAL, dont Derna et Al Qubbah.

3 septembre : élections du conseil municipal de Misrata.

7 septembre : négociations de paix à Montreux, en Suisse, entre les principales parties prenantes libyennes, avec le soutien de la MANUL et du Centre pour le dialogue humanitaire, afin de parvenir à une résolution du conflit entre Libyens. Les participants se mettent d'accord sur un calendrier pour la tenue d'élections parlementaires et présidentielle en 2021.

11 septembre : négociations à Bouznika, au Maroc, entre les représentants du Haut Conseil d'État et de la Chambre des représentants, pour discuter de l'exercice des fonctions de souveraineté. Parmi ces dernières sont débattues celles relatives aux dirigeants de la Banque centrale, de la Société nationale de pétrole et des forces armées. Le même jour : début des protestations contre la dégradation des conditions de vie à Benghazi, puis à al-Bayda, Sabha and Marj.

13 septembre : deux cents manifestants ont protesté à Tripoli face au siège du Conseil présidentiel contre les mauvaises conditions de vie et ont réclamé des élections et des réformes politiques.

16 septembre : Favez al-Sarraj déclare qu'il démissionnera de son poste vers la fin octobre 2020.

18 septembre : Haftar annonce la levée, sous conditions, du blocus sur les champs et ports pétroliers.

23 octobre : les membres du comité militaire 5+5 conviennent d'un accord de cessez-le-feu. Un document en 12 points est conclu à Genève.

31 octobre : Favez al-Sarraj annule sa décision de démissionner.

7 novembre : le Forum de dialogue politique libyen (FDPL) s'ouvre à Tunis, avec 75 membres choisis par la MANUL. Certaines personnalités de l'Est contestent la caractère opaque les modalités de choix des membres jugées pas claires, et sur des membres du FDPL controversés (selon certains).

15 novembre : le FDPL approuve la feuille de route « For the Preparatory Phase of a Comprehensive Solution », établissant les étapes et les principes généraux pour la reprise du processus politique, avec des élections présidentielle et parlementaires prévues pour le 24 décembre 2021.

1^{er} décembre : réunion consultative à Tripoli rassemblant les principaux acteurs économiques du pays pour résoudre la question du gel des revenus pétroliers de la Libye. La réunion ouvre la voie à la tenue d'une réunion unifiée du conseil d'administration de la Banque centrale de Libye (BCL) et au débat pour l'unification des budgets de l'ouest et de l'est.

7 décembre : la Banque centrale de Libye sise à Tripoli annonce que son conseil d'administration a tenu une réunion « préliminaire ».

15 décembre : lancement de deux jours de réunion des représentants des institutions économiques libyennes à Genève par la MANUL. Sont également présents les coprésidents du groupe de travail économique, les États-Unis, l'UE et l'Égypte pour discuter des réformes de l'économie libyenne.

16 décembre : le conseil d'administration de la Banque centrale de Libye prend la décision d'unifier le taux de change dans le pays.

21 décembre : élections des conseils municipaux d'al-Rajban et Zawiya.